

ABONNEMENTS:

Edition Quotidienne:

CANADA ET ETATS-UNIS . . . \$3.00
UNION POSTALE . . . \$6.00

Edition Hebdomadaire:

CANADA . . . \$1.00
ETATS-UNIS . . . \$1.50
UNION POSTALE . . . \$2.00

Directeur: HENRI BOURASSA

LE DEVOIR

FAIS CE QUE DOIS!

Rédaction et Administration:

71a RUE SAINT-JACQUES

MONTREAL.

TELEPHONES:

ADMINISTRATION: Main 7461

REDACTIC: Main 7460

M. WINSTON CHURCHILL DEFINIT
LA POLITIQUE DU CABINET BORDEN

Nous tenons enfin la première réponse de M. Borden et des ministres qui l'ont accompagné à Londres.

Sans doute, il convient, comme pour les paroles précédentes du premier ministre, d'attendre le texte même des déclarations faites hier au parlement impérial avant de formuler une opinion définitive et d'orienter notre attitude à l'endroit du cabinet d'Ottawa.

Mais ce qu'il importe de signaler immédiatement, c'est l'inconvenance du procédé auquel ont eu recours et les ministres impériaux et les ministres canadiens.

Cette première déclaration officielle du ministère canadien, responsable au parlement et au peuple du Canada, ce ne sont pas les ministres canadiens qui la donnent; c'est l'un des membres du cabinet britannique qui la formule, avec l'autorisation de MM. Borden, Doherty, Hazen et Pelletier; et il la présente, non pas au parlement ou au peuple canadiens, mais au parlement du Royaume-Uni, pour le bénéfice des électeurs d'Angleterre, d'Ecosse et d'Irlande, laissant au peuple du Canada le temps de se tourner la langue vingt fois dans la bouche avant que le prochain courrier leur apporte le texte des paroles du Premier Lord de l'Amirauté, interprète et protecteur du chef de la tribu canadienne.

Il y a quelques jours à peine, la vanité de nos ministres s'émouvait parce qu'un membre du cabinet britannique ne les accompagnait pas à tous les thés, dîners, danses de guerre, et autres spectacles organisés pour les montrer. Aujourd'hui leur absence de fierté s'accommodait très bien de ce qu'un ministre britannique réponde pour eux à l'attente anxieuse du peuple du Canada et planie les premiers jalons de la politique où ils vont nous demander de les suivre.

C'est ainsi que les chefs des Hurons, des Iroquois et des Mic-Macs traitaient autrefois avec les députés du Grand Chef de France ou d'Angleterre. Très pointilleux sur l'étiquette, ils n'auraient pas pardonné aux officiers blancs un calumet bâtonné fumé, un frotement de nez mal appliqué, une sagamité mangée avec trop de parsimonie—mais ils acceptaient volontiers une direction, une politique, le joug d'une autorité supérieure, pourvu que cette main-mise sur les libertés de la tribu fut accompagnée d'une quantité suffisante d'eau-de-vie et de couvertures de laine.

Rien ne saurait marquer avec une aussi brutale netteté la position subordonnée que nos hommes publics occupent dans le gouvernement de l'Empire. Et ce qui est plus significatif, l'accueil tout empressé qu'on fait à cet incident, au Canada, indique combien les jingo-impérialistes trouvent toute naturelle cette infériorité de situation.

Qu'on songe un instant à ce qui arriverait en Angleterre, si M. Hazen, M. Pelletier, M. Hughes ou tout autre membre du cabinet Borden, déclarait, un bon jour, être autorisé par M. Asquith et M. Churchill, à formuler, à la Chambre des Communes du Canada, la base d'une politique nouvelle, de haute conséquence pour le Royaume. Ajoutait-il qu'il laisse au premier ministre d'Angleterre le soin de donner les détails de cette politique, après consultation avec ses collègues de Londres, il y aurait, dans tout le royaume, un tel tollé que le cabinet serait forcé de démissionner dans les vingt-quatre heures, sans même attendre l'inévitable censure de la Chambre.

En vérité, nous sommes loin de la fière déclaration, encore toute chaude, de M. Borden: "Le Canada ne consentira jamais à n'être qu'un adjoint, même de l'Empire britannique." Si c'est sur cette base que M. Borden médite d'édifier la fameuse association des "nations-sœurs", elle ressemblera d'une manière frappante au genre de société qui existe entre le chef de cabinet et son huissier, entre le gérant d'une grande entreprise et le garçon de service. Mais on n'a consulté, objectera sans doute M. Borden, on n'a témoigné la confiance la plus entière.—Sans doute. Le premier critique qu'Alexandre Dumas père consultait sur le mérite dramatique de sa pièce ou de son feuilleton, c'était sa cuisinière, le second, sur la mise en scène de ses drames à sensation, c'était le pompier préposé à la sûreté du rideau. Personne n'a jamais songé à considérer l'un ou l'autre de ces personnages comme le collaborateur de Dumas.

Pour sauver une bribe de convenance, M. Asquith et M. Churchill ajoutent que M. Borden ne peut faire aucune déclaration officielle avant d'avoir consulté ses collègues d'Ottawa.

Cette tentative de répliquer la situation est d'une ironie charmante — à moins qu'elle ne soit une inconvenance de plus, qui souligne la première et la principale.

En tout cas, elle fait comprendre davantage qu'il appartenait au seul premier ministre du Canada de faire toute déclaration et toute réserve, sur ce sujet. Elle démontre que si M. Borden eût manqué aux égards qu'il doit à ses collègues en formulant à Londres une politique qui doit être d'abord discutée et réglée à Ottawa, par le cabinet, par le parlement et par le peuple — M. Borden et tout son parti s'y sont engagés en honneur — il est d'une suprématie indécente que le premier ministre du Royaume-Uni et l'un de ses collègues tracent d'avance, même avec l'autorisation des quatre ministres canadiens, les grandes lignes de cette politique.

Que l'on n'objecte pas, en effet, qu'il n'y a rien de défini dans les déclarations faites hier par les ministres anglais, au nom et avec l'autorisation des ministres canadiens. De mesure concrète, d'indication de subsides à voter ou de vaisseaux à construire, rien encore. Mais il y a quelque chose d'acquis; et ce quelque chose est d'autant plus important qu'il concorde, en l'accentuant, avec ce que M. Borden a déjà dit à deux reprises depuis qu'il est en Angleterre.

Ce quelque chose, c'est la fameuse distinction entre les exigences de la situation immédiate et la détermination d'une politique permanente. Jusqu'ici, M. Borden l'avait faite, cette distinction, comme de son côté. Hier, M. Churchill, sans doute pour maintenir intacte la suprématie britannique, l'a prise à son compte, et il a réduit le rôle de M. Borden à celui d'une simple adhésion: "Mr. Borden and his colleagues authorized me to say that they shared this view. AND THAT ANY SPECIAL ACTION WHICH THE IMMEDIATE FUTURE MAY REQUIRE OF THEM WILL NOT BE DELAYED."

Voici du reste, en ces termes, d'après une autre dépêche, le ministre anglais a défini l'attitude de nos ministres canadiens:

... Mr. Borden and his colleagues authorize me to say that anything that Canada does to meet immediate future requirements will be done quite independent of a permanent naval arrangement, and will be in addition to the existing British program (renowned cheers). Any step that Canada may take will directly strengthen the naval forces of the Empire and add to the margin of security (loud cheers). Mr. Borden also told me that the action of the Dominion would not be unworthy of the dignity and power of Canada. (loud cheers.)

Il faut attendre, je le répète, la déclaration de M. Borden lui-même. Il lui reste une très mince planche de salut: c'est de pouvoir dire que les ministres anglais ont outrepassé les limites de leur mandat. Il serait facilement cru à l'endroit de M. Churchill, assez prolifique de nature; mais beaucoup moins en contradiction de M. Asquith, l'un des hommes les plus maîtres de lui-même et de sa parole.

Or M. Asquith affirme positivement que les fruits des entrevues secrètes entre les ministres anglais et les ministres canadiens ne tarderont pas à mûrir, que la politique de M. Borden sera "le partage des fardeaux et des responsabilités" de l'empire, et que la part du Canada sera "adéquate" — ceci, c'est bien du Borden! — à la dignité et au patriotisme du peuple canadien.

Quant à la politique permanente, le premier ministre impérial a fait quelques phrases vagues sur le développement probable, "from time to time", du principe d'association. Et sans s'engager à "aucune forme particulière d'entente", il a déclaré que le devoir des hommes d'Etat impériaux était d'accueillir "comme ils le pouvaient" la demande "raisonnable" que les colonies pourraient faire d'être entendues (to be heard).

En face d'un tel homme et de telles paroles, toute promesse de contribution immédiate de la part du Canada, avec l'amorce peu substantielle d'une représentation politique aussi vague que lointaine, ne peut être qu'un leurre.

Jusqu'à plus ample information, on peut donc tenir pour acquis que M. Borden se prépare à faire retour à son attitude de 1909, à réserver pour un avenir nébuleux la définition des termes de la société impériale, le règlement des bases du partage de l'autorité politique et des charges militaires; et, en attendant, à courir aux armes, sur mer et sur terre, à se lancer immédiatement dans la préparation contre les dangers, du reste fort discutés, que l'Angleterre peut courir dans la Mer du Nord ou la Méditerranée.

L'élection de Drummond-Arthabaska avait guéri M. Borden de sa première attaque. Une nouvelle dose de la même médecine lui serait peut-être salutaire en ce moment.

HENRI BOURASSA.

BILLET DU SOIR

La valeur du pittoresque

La Chambre française, donnant suite à une longue et véhémente campagne de presse, a décidé de sévir contre les hideuses pancartes bariolées qui, le long des routes et des voies ferrées, déshonorent le paysage. Désormais, ce genre de publicité coûtera, suivant la superficie où il s'étale, de 2 à 16 louis le mètre carré. Reste à savoir si l'industrie n'y trouvera pas encore son profit!

Les entrepreneurs en informations, intarissables monologues, farcis de propos, historiettes, potins et anecdotes, racontent qu'un courturier avait jadis couvert les murailles parisiennes de cette proposition aussi sobre que péremptoire: "X... vous habillez bien." Au bout d'une semaine, nul ne l'ignorait plus. Et tous les tailleurs de Paris, à qui l'ingénieur courturier arrachait des clients, étaient au désespoir. L'un d'eux, pourtant, eut une idée. Il fit ajouter sous chacune des quelques cent mille réclames du confrère: "Où, mais Y... vous habillez mieux encore." Et, sans doute, les Parisiens amusés se précipitèrent chez Y.

L'affiche, dans une ville, est tolérable, surtout si elle est spirituelle et a de la discrétion. Vous vous rappelez le boutiquier dont le négoce déperissait, entouré qu'il était de redoutables concurrents qui coupaient les prix. Il inscrivit un jour sur une planche — qui lui en fut une de salut — cette phrase candide: "N'allez pas vous faire voler ailleurs, venez ici!" Veuliez-le Dieu que les rues de Montréal soient le refuge de l'esprit français au Canada!

Mais ce que nous ne déplorerons jamais assez, et ce contre quoi les pouvoirs publics n'ont jamais rien tenté, c'est l'affiche qui gèle irrémédiablement les plus jolis endroits de notre pays. L'industriel choisit les plus beaux coins, parce que ce sont les plus regardés. Sur une plage lointaine, où l'on se croirait à l'abri de la civilisation, quand la mer en se retirant découvre une belle pierre admirablement polie, on peut lire l'annonce du plus exécrable produit de notre époque: le journal industriel.

C'est à se demander si, le jour où l'on découvrirait définitivement le pôle nord, on n'y trouverait pas le nom d'un tonique réveille-cadavre! Si les seuls soucis d'esthétique ne suffisent pas à secouer la torpeur de nos gouvernants, qu'ils songent donc que le paysage a, dans un pays, une valeur intrinsèque, marchande. La Suisse n'en tire-t-elle point l'une de ses plus abondantes sources de revenus? La beauté pittoresque du Canada attire ici des touristes d'année en année plus nombreux; et leur passage parmi nous, outre les avantages pécuniaires qu'il présente pour notre commerce, les décide souvent à engager des capitaux dans l'industrie canadienne.

LEON LORRAIN.

Une analyse du
camp des cadets

On lira avec intérêt ce récit d'un témoin sur le camp des cadets, récemment tenu aux Trois-Rivières:

On sait qu'il y a eu, cette année, du 8 au 13 juillet, aux Trois-Rivières, un camp pour les Cadets et les élèves du district de Montréal.

Il serait intéressant d'étudier les résultats de cette innovation due au gouvernement et de rechercher si la continuation en serait profitable à la cause de l'éducation. C'est ce que je veux tenter de faire succinctement et en toute impartialité. Comme tout ce qui regarde l'enfance et l'adolescence, c'est-à-dire la génération qui pousse, cet essai ne devrait pas laisser le peuple indifférent.

Si la chose est bonne, qu'on l'encourage; si elle est mauvaise, qu'elle soit honnie et rejetée.

Ce n'est pas sans appréhension que l'on voyait ce groupement, cette colonie scolaire, et les organisateurs se sont butés à un mauvais vouloir que l'on ne saurait d'ailleurs blâmer chez le personnel enseignant, car celui-ci a charge d'âmes.

Deux grands points d'interrogation se posaient: la question ma-

tiérielle et celle, plus redoutable, du moral ou plutôt de la Morale.

Pour la première, il est certain qu'il y eût durant les deux premières semaines, quelques errements. Les militaires en charge du camp ne sont pas des pédagogues et ils avaient pris les mêmes mesures que pour l'hébergement des soldats miliciens.

Ces messieurs étaient d'ailleurs pleins de bonne volonté et ils s'empressèrent de tenir compte des avis des professeurs qui accompagnaient les groupes, pour rectifier les erreurs dans la mesure du possible.

Ces professeurs et surveillants, de leur côté, n'étaient pas accoutumés à la vie des camps, et ceci explique les heurts inévitables du début.

La cohésion ne tarda pas à s'établir entre les deux groupes, militaire et civil; la vie saine au grand air contribua beaucoup à faire trouver le steak moins dur et la couche plus moelleuse.

Tant et si bien que, lorsque sona l'heure du retour, la majeure partie des "campers", maîtres et élèves, eût voulu rester encore.

Il y avait bien quelques petits bonhommes qui regrettaient le foyer, le giron maternel, mais comment empêcher que parmi près de 600 enfants, dont plusieurs n'avaient pas douze ans, il ne se trouvât quelques petits coeurs qui ne supportent pas une séparation de huit jours et que l'éloignement attriste éperduement.

Il faut d'ailleurs dire, à la louange des autorités, que ceux qui en ont fait la demande (il y en a eu quatre ou cinq, je pense), ont été immédiatement reconduits chez eux par le premier train.

Le programme, du moins pour ceux faisant partie d'un corps entraîné, comme le bataillon des cadets d'Ecosse, les élèves du "Lower Canada College", etc., constituait une revue du travail militaire étudié durant l'année, et ces jeunes gens trouvaient la chose très intéressante.

Pour les autres, les jeunes, n'ayant fait que peu ou point d'exercices, la consigne était de les distraire avant tout.

Le matin, à 8 h. 30, une demi-heure de culture physique, quelques mouvements à rangs serrés, puis, sous la direction des moniteurs, des jeux organisés. L'après-midi, on partait par groupe, en excursion dans les bois, mais non sans but utilitaire.

Par exemple, on se rendait jusqu'à Saint-Maurice, à 2 milles du camp, en dissertant, chemin faisant, sur les plantes rencontrées, la nature du sol, etc., s'arrêtant de temps à autre pour faire une hécatombe de "bluets", de fraises ou de framboises.

À la rivière, on faisait halte et alors commençait un petit cours de géographie très intéressant, car les élèves avaient devant les yeux une carte immense et naturelle.

Quelle est cette rivière?

Qui va me dire les régions, les localités traversées dans son parcours? Les lacs et les rivières qui sont ses tributaires?

Moi m'sieu! moi m'sieu! Il y avait près du pont du chemin de fer, des milliers de billots flottants.

Belle occasion que l'on ne manqua pas de faire dire et d'expliquer la nature de ce produit de nos forêts, par quelle série d'opérations il avait passé pour arriver là; ce qu'il allait devenir par la suite, etc. Il fallait voir l'intérêt que prenaient les petits et les grands à cette excellente leçon de choses.

Je suis persuadé qu'ils ne l'oublieront pas, non plus que les autres du même genre, car cette façon de leur inculquer le savoir les frappe davantage que le cours plus aride donné à l'école.

Pour ce qui est de la question morale, je crois qu'il n'y a pas eu, de ce côté non plus, beaucoup à redire.

Tous les matins, à 6 h. 15, l'abbé Denoncourt, le dévoué aumônier du Cercle Lavolette, aux Trois-Rivières, célébrait la sainte messe sur un modeste autel, en plein air. L'état-major et les enfants catholiques, (près de deux cents cinquante), y assistaient avec recueillement.

Une journée aussi bien commencée ne pouvait que se poursuivre dans d'excellentes dispositions.

M. Denoncourt, qui représentait l'évêché, a vécu avec nous pen-

Le Transcontinental
à Québec

Les journaux de Québec annoncent l'achat définitif par le gouvernement fédéral de toutes les propriétés nécessaires au terminus du Transcontinental à Québec. Tous s'en réjouissent, excepté le Soleil qui accueille la nouvelle avec beaucoup de méfiance.

D'après la version du Chronicle, le terminus et tous ses accessoires seraient placés au pied du Cap, dans les anse qui échancrent la rive depuis Sillery jusqu'au Cap Blanc. C'est là que l'on construirait les quais, les éleveurs, le plan incliné pour les bateaux passagers qui devront transporter le fret d'une rive à l'autre, en attendant que le pont soit reconstruit. Il n'est presque pas question de la gare, mais elle devra être là aussi tout probablement. Le Chronicle ajoute que tout est prêt, plans et transactions, et que les travaux vont commencer sans retard.

L'on a donc changé d'avis à Ottawa.

En effet, il y a trois mois environ, les ministres actuels ne paraissaient aucunement enclins à continuer les projets de leurs prédécesseurs, excepté pour la construction des usines.

M. Cochrane reconnaissait que le site des usines projeté était bien choisi, mais pour le reste il pensait autrement. Il ne trouvait pas le pied du Cap assez large, pour un terminus de chemin de fer, et il annonçait son intention de percer le roc pour atteindre le Palais qui est le centre du Québec actuel, et qui sera surtout le centre du Québec avenir. Son collègue, M. Pelletier, voyait même un autre avantage au tunnel et c'était de toucher le "coeur" de Québec.

Que s'est-il passé depuis pour engager les ministres à revenir sur leur décision et au projet de l'ancien gouvernement? Nous l'ignorons et les journaux de la capitale ne nous offrent aucune explication sur ce point. Les déclarations de MM. Cochrane et Pelletier n'avaient-elles pour but que de tourner l'attention d'un autre côté, afin de faciliter les transactions du côté de Sillery? L'on dit, en effet, que les spéculateurs ont été très surpris d'apprendre que le gouvernement avait pu négocier l'acquisition des terrains au pied de la falaise, sans leur intermédiaire. Mais d'autre part, la question de l'emplacement du terminus a été vivement discutée dans la presse de Québec et l'opinion s'est fortement partagée entre le pied du Cap et le Palais. Les adversaires du marché Champlain trouvaient que placer là le terminus d'un grand chemin de fer, c'était gêner sans profit pour le commerce le pittoresque de la cité, tandis que le Palais offrait l'avantage d'être au centre de la cité, et en communication directe avec la ligne Louise où convergent depuis un quart de siècle toutes les améliorations du port.

Jean DUMONT.

Les pickpockets

Les vols nombreux qui se font depuis assez longtemps surtout dans les tramways et dans les foules qui les attendent ont été l'objet d'une assez longue discussion au Conseil Municipal.

L'échevin Giroux qui a soulevé la question se demande s'il n'y aurait pas un moyen de tenir la Compagnie des Tramways responsable. Mais par quel moyen? Il est à peu près impossible qu'elle mette un détective dans chaque voiture, comme le demande l'échevin Turcotte. Il en faudrait trop, et d'ailleurs,

dans ces six jours, et il n'a eu que des éloges à adresser à tous pour la bonne tenue et l'ordre qui n'a cessé de régner dans les lignes.

Il y a eu moins, beaucoup moins de faits répréhensibles que lorsque ces enfants, même moins nombreux, sont livrés à eux-mêmes, des journées durant, dans les rues et les carrefours, ou que, le soir, à la brumante, ils se rassemblent dans quelque encoignure, dans quelque terrain vague, pour se conter des histoires qui ne sont pas toujours des contes de fées.

En résumé, je considère que cette vacance, terminée par une magnifique excursion en bateau jusqu'à Montréal, a procuré un grand bien physique aux enfants qui en furent, sans que le côté moral ait eu à en souffrir. Et je me base, pour ce dernier point, sur l'avis des membres du clergé et du corps enseignant qui ont pu en juger de visu.

En profitant de l'expérience acquise pour apporter quelques améliorations nécessaires dans l'organisation du détail, on peut compter, pour l'an prochain, sur un succès complet.

CAPITAINE CHABAILLE

LETTRE DE FRANCE

La réforme électorale et ses suites

Paris, le 12 juillet 1912. — Nous avons traversé une quinzaine parlementaire singulièrement mouvementée et remplie. Tous les jours, la Chambre a siégé matin et soir, c'est-à-dire que, de 9 heures du matin à 8 heures du soir, sauf une brève suspension pour le déjeuner, nous avons délibéré, discuté les projets les plus divers et consacré notre activité à des objets infiniment variés.

Car nous avons la détestable coutume de ne pas nous appliquer à quelque question, de manière exclusive, en sorte de n'en aborder une autre qu'après avoir résolu la première. Ainsi nous donnions les séances du mardi matin et du mercredi matin à la réforme électorale, ainsi que les séances de l'après-midi du lundi et du mardi; la séance du mercredi après-midi était affectée à la bienfaisance privée; celles du jeudi et du vendredi matin au budget de 1913, celle du jeudi après-midi à la limitation légale de la durée de la journée de travail; celle du vendredi après-midi au protectorat sur le Maroc. Et encore ne s'en est-on pas encore tenu à la règle générale ainsi posée, et y eut-il des interventions, des additions, des interpellations sur des sujets quelconques, des projets de résolution...

...en sorte que l'on peut justement dire que nous avons la méthode de travail la plus anarchique qui soit. Peut-être la qualité du travail produit s'en ressent-elle trop souvent!

Cependant nous avons enfin mené à bien l'oeuvre — dont je vous ai dit qu'elle était l'oeuvre capitale de la législature: — la réforme électorale.

Quand je dis que nous avons mené à bien, j'entends que, mercredi soir, 10 juillet, après une séance dernière qui n'a pas duré moins de huit heures, et alors que, suivant la nouvelle notation, les aiguilles marquaient 22 heures 50, le président Paul Deschanel a enfin proclamé que l'ensemble du projet instituant la représentation proportionnelle était voté par 339 voix contre 217.

Ce résultat fut accueilli par l'un des plus formidables tumultes qui jamais se déchaînèrent dans notre Parlement. Les adversaires du projet, appartenant presque exclusivement aux divers groupes radicaux, ont laissé éclater leur refus d'être vaincus, ont injurié le président du Conseil, clamé que leur opposition continuerait sans répit ni défaillance. Et à l'inverse les proportionnalistes par leurs applaudissements et leurs bravos manifestaient hautement leur joie et leur confiance.

Tout n'est pas fini, à la vérité. Car il faut que le projet soit approuvé par le Sénat. Or le Sénat passe pour ne nourrir aucune tendresse à l'égard de la représentation proportionnelle. Il en a même donné hier une marque non équivoque en constituant officieusement, dans une assemblée plénière des 200 sénateurs appartenant aux groupes de gauche (sur 300 sénateurs), un Comité de défense contre la proportionnelle. Dans ce Comité figurent dix-neuf anciens ministres, en tête desquels comptent MM. Combes et Clémenceau.

L'oeuvre du Sénat, ou plus exactement, des adversaires que compte au Sénat la représentation proportionnelle, ne consistera pas à rejeter purement et simplement

ces Messieurs ont, et pour cause, une connaissance trop parfaite des agents de la Sûreté municipale ou privée pour ne pas prendre leurs précautions et opérer quand même.

Mais si la compagnie ne peut pas placer un de ces hommes sur chaque tramway, elle pourrait le faire assez facilement à tous les points de correspondance des grandes lignes.

De son côté le public qui voyage dans les tramways doit prendre des précautions, parmi lesquelles celle de faire de la monnaie avant de monter en voiture. Sans être un "pickpocket", on devine que le voleur ne va pas fourrer ses mains dans les poches de tout le monde. Il n'opère qu'à bon escient et neuf fois sur dix, il sait d'avance que sa victime a un paquet d'argent dans telle ou telle poche.

Pour notre part, nous n'hésitons pas à conseiller aux victimes de flanquer une bonne racée à leur voleur chaque fois qu'elles le prennent en flagrant délit. Cela vaudrait peut-être mieux que la déportation qui n'empêche pas un homme de rentrer et qu'un séjour à la prison, sur quoi ces messieurs sont blasés.

Fred. PELLETIER.

toute réforme électorale. Même au Sénat on considère qu'il est impossible de maintenir le scrutin d'arrondissement, le scrutin uninominal majoritaire, parce que ce scrutin est discrédité et parce qu'il se prête à merveille aux coalitions entre les champions de la représentation proportionnelle: les radicaux se souviennent que, sur les dix dernières élections partielles, neuf ont tourné contre eux à cause de cette coalition même. Mais, parce qu'ils sont pour la plupart des Jacobins, et donc des partisans acharnés du système actuel, ils réagissent à l'égard des minorités une équitable représentation législative; ils rêvent de quelque scrutin de liste pur et simple dans les départements ou, plutôt, dans des fractions de département: voici deux ans que M. Dessoy, député, l'un des porte-parole ordinaires de la Franc-Maçonnerie devant la Chambre, a déposé dans ce sens une proposition de loi.

Et sans doute les adversaires de la réforme peuvent ne pas perdre tout espoir, précisément parce que la réforme est loin d'être parfaite: ce n'est pas la représentation proportionnelle pure, les proportionnalistes s'étant efforcés d'accorder à leurs adversaires des concessions qui désarment leur opposition. Ils n'ont pas atteint leur but, mais les concessions restent.

Cependant le Sénat hésitera peut-être à aller jusqu'au bout dans la voie de la résistance. Et d'abord il n'est pas d'usage que les décisions prises par l'une des Chambres au sujet de sa propre destinée soient infirmées par l'autre Chambre. Et puis la majorité qui s'est prononcée en faveur de la représentation proportionnelle est assez nombreuse, assez déterminée aussi pour que le Sénat ne puisse espérer la réduire ou l'intimider. S'il y a conflit, la majorité proportionnaliste de la Chambre fera naturellement appel au pays, du moins le cri de guerre qui fut jadis celui du parti radical: "A bas le Sénat!" Et si les élections générales se faisaient dans ces conditions et sur ce terrain, le succès des proportionnalistes étant certain, ce ne serait pas une simple réforme électorale, ce serait une réforme constitutionnelle, qui deviendrait inévitable.

Il est évident que l'opposition des adversaires de la réforme électorale s'explique sans nul besoin. Radicaux, ils occupent, grâce à d'habiles découpages des circonscriptions et à la pression administrative, une centaine de sièges auxquels, d'après le chiffre de suffrages obtenus par eux, ils n'ont strictement pas droit. La représentation proportionnelle leur ferait perdre, et voilà pourquoi ils n'en veulent pas.

A l'inverse, nous avons, nous, catholiques, quelques motifs de juger que cette loi est bonne. D'abord elle est conforme à la justice. Puis elle renforcera certainement nos effectifs parlementaires, et elle peut même amener ce résultat que, dans la prochaine Chambre, une coalition se forme pour soutenir un ministère libéral ou progressiste.

Mais il faudrait, plus que jamais, beaucoup d'union et d'entente entre catholiques. Et telle n'est pas précisément l'orientation générale. Je vous en parlerai dans ma prochaine lettre.

JOSEPH DENAIS,

Député de Paris.

Sur le Pont
d'Avignon...

On vient de déposer à la Chambre des députés, en France, un projet de loi prohibant le panneau réclame dans les champs. A Boston, la commission des parcs a pris un moyen encore plus simple de faire disparaître l'horreur: elle érige en face du panneau une clôture qui enlève toute valeur à la réclame. Il faudra en venir à quelque chose de semblable au Canada, s'il nous reste quelque sentiment du bon goût.

Certaines dépêches de Londres signalent la prudence dont M. Borden fait preuve en refusant de se laisser interviewer sur la question de la marine.

Ce serait à désespérer du chef conservateur si l'expérience ne l'avait pas assagi.

Combien la position lui serait plus facile aujourd'hui, s'il ne s'était pas laissé séduire par sir Wilfrid Laurier en 1909?

Le Veilleur.

L'ARMEMENT MONDIAL

Ce fut hier le thème principal du discours de Winston Churchill, aux Communes d'Angleterre. Le premier lord de l'Amirauté déclare que l'activité incessante de l'Allemagne est un avertissement pour l'Angleterre et qu'il importe de reconquérir la suprématie de la Méditerranée.

M. ASQUITH ET LE CANADA. — CE QUE NOS MINISTRES AURAIENT PROMIS AU GOUVERNEMENT ANGLAIS

Londres, 22. — Le discours de Winston Churchill, premier lord de l'Amirauté, en présentant sa demande de \$5,000,000 de crédits supplémentaires pour la marine, à la Chambre des Communes, est, après-midi, absolument approuvé comme il l'a été par le premier ministre, M. Asquith, causant une plus profonde impression dans le monde que tous les avertissements précédents. Sans prendre aucunement l'offensive, le premier lord de l'Amirauté a retracé l'augmentation sans précédent de la flotte de l'Allemagne qu'il décrit comme "extrêmement formidable".

Pour en démontrer la force à ses auditeurs, M. Churchill l'a comparée à la grande flotte que tout le monde a vue à Spithead il y a quelques jours. Le thème de son discours est "Régions, constructions, sans nous laisser" pendant plusieurs années; c'est le seul moyen de parer au danger qui nous menace de la mer du Nord. Et, comme si ce n'était pas assez, M. Churchill dit que l'Amirauté était informée qu'une autre puissance de la Méditerranée — (volant désigner l'Autriche) — étudiait un nouveau programme naval considérable. Si cela est vrai, dit le ministre, cette action constitue un facteur naval qui demande notre prompt attention, et qui n'est pas compris dans nos prévisions sur l'avenir de la construction navale.

M. BALFOUR APPUIE LE GOUVERNEMENT

M. Balfour, l'ancien chef de l'Opposition n'est pas lent à approuver le programme du gouvernement. "Ceux qui ont entendu le discours du premier lord de l'Amirauté, doivent être convaincus maintenant qu'il n'y a pas lieu de prêter l'arrêt dans la construction navale. Le budget affecté à notre marine doit augmenter tant qu'augmenter ailleurs l'insensé désir de construire de nouveaux navires."

Et quoique la paix moderne coûte aussi cher aux peuples que les guerres d'antan, elle coûte encore moins cher que la guerre moderne.

Une des caractéristiques du discours du premier ministre Asquith fut son appel aux Dominions de se joindre à l'Angleterre pour la défense "d'un commun héritage".

LA VOIX D'UN OUVRIER

James Ramsay MacDonald, député ouvrier de Leicester, déclare que si l'Angleterre et l'Allemagne ne pourraient soutenir longtemps ce trop grand effort pour leurs finances et il ajoute que les ouvriers d'Angleterre s'uniraient aux ouvriers d'Allemagne pour s'opposer à la constante augmentation des budgets affectés à la marine.

Lord Charles Bessford ne croit pas que l'augmentation du budget naval soit suffisante. Il pense que nos pays ne pourraient résister à la concurrence des navires, mais pas en assez grand nombre, pour empêcher l'Allemagne d'en construire elle aussi jusqu'à ce que la guerre éclate.

LE DISCOURS DE M. CHURCHILL

Londres, 22. — Le Très Honorable Winston Churchill, premier lord de l'Amirauté, en présentant devant la Chambre des Communes les crédits supplémentaires pour la marine, a déclaré, cet après-midi, que ces crédits supplémentaires avaient pour cause la nouvelle et navale allemande qu'il analysa en détail.

L'article principal de cette loi est d'augmenter la force d'attaque des vaisseaux de toutes classes immédiatement disponibles et son effet général est de maintenir les armements de la marine de guerre allemande en activité permanente; ce qui veut dire qu'ils sont perpétuellement et instantanément prêts à entrer en bataille. Une telle préparation est remarquable et, à ma connaissance, dit M. Churchill, elle est sans précédent dans l'histoire des puissances maritimes modernes. Le programme allemand comprend un développement remarquable de force et d'efficacité.

M. Churchill, discutant la question générale de l'augmentation des forces navales modernes, dit qu'une préparation calme, méthodique et suivie, durant plusieurs années, peut seule élever le niveau de la puissance maritime.

Il est inutile, d'après lui, de jeter au vent des commodes considérables sous l'impulsion du moment. L'effort que devra faire l'Angleterre sera long et lent. Aucune amélioration à l'état actuel ne pourra être apportée par une action impulsive.

L'EXEMPLE DES ALLEMANDS

"Nous devons apprendre", dit le ministre, de nos voisins Allemands, la manière dont une politique maritime marche pour atteindre son but. Nous devons avoir une grande réserve de forces disponibles pour parer à toute éventualité. Il doit y avoir un continu et systématique développement de nos forces navales, se poursuivant tranquillement pendant un grand nombre d'années.

"Ces crédits supplémentaires ne sont naturellement que la première et la plus petite des dépenses supplémentaires que la nouvelle loi navale allemande nous oblige à faire. Le nombre de vaisseaux que nous devons construire durant les cinq années à venir, afin de maintenir notre suprématie de soixante pour cent doit être supérieur à celui que nous avons eu devoir fixer comme définitif, c'est-à-dire trois ou quatre l'année. Nous devons en construire trois dans les années suivantes et nous devons décider de construire cinq navires l'année prochaine et quatre chaque année successive."

ALLUSIONS AU CANADA

Faisant allusion au premier ministre du Canada qui se trouvait dans une tribune, M. Churchill le remercia de ses efforts et déclara qu'aucune décision au sujet de la nouvelle politique navale anglaise ne serait faite avant que M. Borden et les autres ministres canadiens soient en temps utile. L'Amirauté a reçu avis qu'un des pouvoirs de la Méditerranée projette de créer un pouvoir naval considérable. Si la chose se produit, ce sera un fait nouveau qui méritera d'attirer notre attention, et qui n'est pas prévu dans les prévisions de construction future.

LA QUESTION DU MARIAGE AU CONSEIL PRIVÉ

La plus haute cour de l'Empire s'occupe depuis hier de la question du mariage au Conseil Privé. Les représentants du Canada.

L'ENQUÊTE SUR LES ATROCITÉS DU PÉROU

Plusieurs criminels ont été arrêtés pendant que plusieurs autres ont refusé de se soumettre à l'enquête sur les atrocités du Pérou.

DOUZE PERSONNES BLESSÉES AU BRONX

A la suite d'une collision entre une locomotive et un tramway.

L'EMPEREUR FRANÇOIS-JOSEPH

Le règne de l'empereur François-Joseph a dépassé celui de la reine Victoria, s'étant prolongé pendant 63 ans, 7 mois et 2 jours.

LA COMMISSION DES CHEMINS DE FER

Elle a siégé hier à Regina ou elle a étudié la question des taux de fret dans l'Ouest.

LA PESTE À ALGER

Le service de santé est maître de la situation.

L'AFFAIRE DE LA FARMERS' BANK

Toronto, 22. — D'après les investigations du comité chargé d'enquêter les agissements des directeurs de la Farmers' Bank, une enquête serait nécessaire au sujet des manœuvres de certains directeurs de Toronto.

RETENU À LA GROSSE-ISLE

Québec, 22. — Le "Protector" de la ligne Allan qui était à Québec à 6 heures, hier matin, a été retenu à la Grosse-Isle une partie de la journée parce qu'on craignait la présence d'un cas de contagion parmi les membres de l'équipage. Un examen minutieux a été fait et après s'être rendu compte que leurs soupçons n'étaient pas fondés, les autorités médicales ont permis au navire de continuer sa route. Et il est entré dans le port à six heures hier soir.

LA PART DU CANADA

M. Winston Churchill déclare que les ministres canadiens l'ont assuré que le Canada ferait tout ce qui est nécessaire aux besoins immédiats de l'Empire.

LA PART DU CANADA

Londres, 22. — M. Winston Churchill, premier lord de l'Amirauté, a déclaré, hier, ses estimés navires supplémentaires, a parlé de la coopération des Dominions d'outre-mer. Il a dit que la présence du premier ministre canadien et de ses collègues avait été un encouragement. C'était comme se sentir près d'un ami fidèle au moment d'entreprendre une action importante.

LA PART DU CANADA

"Tout l'univers s'arme comme il ne l'a jamais fait", déclare le premier lord de l'Amirauté, et il ajoute que nous avons à contrebalancer la construction navale par plusieurs navires de guerre moderne. Nous avons à protéger contre le danger et la crainte les dominions et les territoires répandus sur les divers continents et à travers les océans.

LA PART DU CANADA

Nous devons bien comprendre la parole de notre héros distingué, M. R. L. Borden: "Il n'est plus temps de se préparer au jour du danger."

LA PART DU CANADA

"Les dominions désirent ardemment prendre une part plus active à la défense de l'Empire et le jour est venu où nous devons rendre ce désir effectif."

LA PART DU CANADA

La plus haute cour de l'Empire s'occupe depuis hier de la question du mariage au Conseil Privé. Les représentants du Canada.

L'ENQUÊTE SUR LES ATROCITÉS DU PÉROU

Plusieurs criminels ont été arrêtés pendant que plusieurs autres ont refusé de se soumettre à l'enquête sur les atrocités du Pérou.

DOUZE PERSONNES BLESSÉES AU BRONX

A la suite d'une collision entre une locomotive et un tramway.

L'EMPEREUR FRANÇOIS-JOSEPH

Le règne de l'empereur François-Joseph a dépassé celui de la reine Victoria, s'étant prolongé pendant 63 ans, 7 mois et 2 jours.

LA COMMISSION DES CHEMINS DE FER

Elle a siégé hier à Regina ou elle a étudié la question des taux de fret dans l'Ouest.

LA PESTE À ALGER

Le service de santé est maître de la situation.

L'AFFAIRE DE LA FARMERS' BANK

Toronto, 22. — D'après les investigations du comité chargé d'enquêter les agissements des directeurs de la Farmers' Bank, une enquête serait nécessaire au sujet des manœuvres de certains directeurs de Toronto.

RETENU À LA GROSSE-ISLE

Québec, 22. — Le "Protector" de la ligne Allan qui était à Québec à 6 heures, hier matin, a été retenu à la Grosse-Isle une partie de la journée parce qu'on craignait la présence d'un cas de contagion parmi les membres de l'équipage. Un examen minutieux a été fait et après s'être rendu compte que leurs soupçons n'étaient pas fondés, les autorités médicales ont permis au navire de continuer sa route. Et il est entré dans le port à six heures hier soir.

LA PART DU CANADA

M. Winston Churchill déclare que les ministres canadiens l'ont assuré que le Canada ferait tout ce qui est nécessaire aux besoins immédiats de l'Empire.

LA PART DU CANADA

Londres, 22. — M. Winston Churchill, premier lord de l'Amirauté, a déclaré, hier, ses estimés navires supplémentaires, a parlé de la coopération des Dominions d'outre-mer. Il a dit que la présence du premier ministre canadien et de ses collègues avait été un encouragement. C'était comme se sentir près d'un ami fidèle au moment d'entreprendre une action importante.

LA PART DU CANADA

"Tout l'univers s'arme comme il ne l'a jamais fait", déclare le premier lord de l'Amirauté, et il ajoute que nous avons à contrebalancer la construction navale par plusieurs navires de guerre moderne. Nous avons à protéger contre le danger et la crainte les dominions et les territoires répandus sur les divers continents et à travers les océans.

LA PART DU CANADA

Nous devons bien comprendre la parole de notre héros distingué, M. R. L. Borden: "Il n'est plus temps de se préparer au jour du danger."

LA PART DU CANADA

"Les dominions désirent ardemment prendre une part plus active à la défense de l'Empire et le jour est venu où nous devons rendre ce désir effectif."

LA PART DU CANADA

La plus haute cour de l'Empire s'occupe depuis hier de la question du mariage au Conseil Privé. Les représentants du Canada.

L'ENQUÊTE SUR LES ATROCITÉS DU PÉROU

Plusieurs criminels ont été arrêtés pendant que plusieurs autres ont refusé de se soumettre à l'enquête sur les atrocités du Pérou.

DOUZE PERSONNES BLESSÉES AU BRONX

A la suite d'une collision entre une locomotive et un tramway.

L'EMPEREUR FRANÇOIS-JOSEPH

Le règne de l'empereur François-Joseph a dépassé celui de la reine Victoria, s'étant prolongé pendant 63 ans, 7 mois et 2 jours.

LA COMMISSION DES CHEMINS DE FER

Elle a siégé hier à Regina ou elle a étudié la question des taux de fret dans l'Ouest.

LA PESTE À ALGER

Le service de santé est maître de la situation.

L'AFFAIRE DE LA FARMERS' BANK

Toronto, 22. — D'après les investigations du comité chargé d'enquêter les agissements des directeurs de la Farmers' Bank, une enquête serait nécessaire au sujet des manœuvres de certains directeurs de Toronto.

RETENU À LA GROSSE-ISLE

Québec, 22. — Le "Protector" de la ligne Allan qui était à Québec à 6 heures, hier matin, a été retenu à la Grosse-Isle une partie de la journée parce qu'on craignait la présence d'un cas de contagion parmi les membres de l'équipage. Un examen minutieux a été fait et après s'être rendu compte que leurs soupçons n'étaient pas fondés, les autorités médicales ont permis au navire de continuer sa route. Et il est entré dans le port à six heures hier soir.

LA PART DU CANADA

M. Winston Churchill déclare que les ministres canadiens l'ont assuré que le Canada ferait tout ce qui est nécessaire aux besoins immédiats de l'Empire.

LA PART DU CANADA

Londres, 22. — M. Winston Churchill, premier lord de l'Amirauté, a déclaré, hier, ses estimés navires supplémentaires, a parlé de la coopération des Dominions d'outre-mer. Il a dit que la présence du premier ministre canadien et de ses collègues avait été un encouragement. C'était comme se sentir près d'un ami fidèle au moment d'entreprendre une action importante.

LA PART DU CANADA

"Tout l'univers s'arme comme il ne l'a jamais fait", déclare le premier lord de l'Amirauté, et il ajoute que nous avons à contrebalancer la construction navale par plusieurs navires de guerre moderne. Nous avons à protéger contre le danger et la crainte les dominions et les territoires répandus sur les divers continents et à travers les océans.

LA PART DU CANADA

Nous devons bien comprendre la parole de notre héros distingué, M. R. L. Borden: "Il n'est plus temps de se préparer au jour du danger."

LA PART DU CANADA

"Les dominions désirent ardemment prendre une part plus active à la défense de l'Empire et le jour est venu où nous devons rendre ce désir effectif."

LA PART DU CANADA

La plus haute cour de l'Empire s'occupe depuis hier de la question du mariage au Conseil Privé. Les représentants du Canada.

L'ENQUÊTE SUR LES ATROCITÉS DU PÉROU

Plusieurs criminels ont été arrêtés pendant que plusieurs autres ont refusé de se soumettre à l'enquête sur les atrocités du Pérou.

DOUZE PERSONNES BLESSÉES AU BRONX

A la suite d'une collision entre une locomotive et un tramway.

L'EMPEREUR FRANÇOIS-JOSEPH

Le règne de l'empereur François-Joseph a dépassé celui de la reine Victoria, s'étant prolongé pendant 63 ans, 7 mois et 2 jours.

LA COMMISSION DES CHEMINS DE FER

Elle a siégé hier à Regina ou elle a étudié la question des taux de fret dans l'Ouest.

LA PESTE À ALGER

Le service de santé est maître de la situation.

L'AFFAIRE DE LA FARMERS' BANK

Toronto, 22. — D'après les investigations du comité chargé d'enquêter les agissements des directeurs de la Farmers' Bank, une enquête serait nécessaire au sujet des manœuvres de certains directeurs de Toronto.

RETENU À LA GROSSE-ISLE

Québec, 22. — Le "Protector" de la ligne Allan qui était à Québec à 6 heures, hier matin, a été retenu à la Grosse-Isle une partie de la journée parce qu'on craignait la présence d'un cas de contagion parmi les membres de l'équipage. Un examen minutieux a été fait et après s'être rendu compte que leurs soupçons n'étaient pas fondés, les autorités médicales ont permis au navire de continuer sa route. Et il est entré dans le port à six heures hier soir.

LA PART DU CANADA

M. Winston Churchill déclare que les ministres canadiens l'ont assuré que le Canada ferait tout ce qui est nécessaire aux besoins immédiats de l'Empire.

LA PART DU CANADA

Londres, 22. — M. Winston Churchill, premier lord de l'Amirauté, a déclaré, hier, ses estimés navires supplémentaires, a parlé de la coopération des Dominions d'outre-mer. Il a dit que la présence du premier ministre canadien et de ses collègues avait été un encouragement. C'était comme se sentir près d'un ami fidèle au moment d'entreprendre une action importante.

LA PART DU CANADA

"Tout l'univers s'arme comme il ne l'a jamais fait", déclare le premier lord de l'Amirauté, et il ajoute que nous avons à contrebalancer la construction navale par plusieurs navires de guerre moderne. Nous avons à protéger contre le danger et la crainte les dominions et les territoires répandus sur les divers continents et à travers les océans.

LA PART DU CANADA

Nous devons bien comprendre la parole de notre héros distingué, M. R. L. Borden: "Il n'est plus temps de se préparer au jour du danger."

LA PART DU CANADA

"Les dominions désirent ardemment prendre une part plus active à la défense de l'Empire et le jour est venu où nous devons rendre ce désir effectif."

LA PART DU CANADA

La plus haute cour de l'Empire s'occupe depuis hier de la question du mariage au Conseil Privé. Les représentants du Canada.

L'ENQUÊTE SUR LES ATROCITÉS DU PÉROU

Plusieurs criminels ont été arrêtés pendant que plusieurs autres ont refusé de se soumettre à l'enquête sur les atrocités du Pérou.

DOUZE PERSONNES BLESSÉES AU BRONX

A la suite d'une collision entre une locomotive et un tramway.

L'EMPEREUR FRANÇOIS-JOSEPH

Le règne de l'empereur François-Joseph a dépassé celui de la reine Victoria, s'étant prolongé pendant 63 ans, 7 mois et 2 jours.

LA COMMISSION DES CHEMINS DE FER

Elle a siégé hier à Regina ou elle a étudié la question des taux de fret dans l'Ouest.

LA PESTE À ALGER

Le service de santé est maître de la situation.

L'AFFAIRE DE LA FARMERS' BANK

Toronto, 22. — D'après les investigations du comité chargé d'enquêter les agissements des directeurs de la Farmers' Bank, une enquête serait nécessaire au sujet des manœuvres de certains directeurs de Toronto.

RETENU À LA GROSSE-ISLE

Québec, 22. — Le "Protector" de la ligne Allan qui était à Québec à 6 heures, hier matin, a été retenu à la Grosse-Isle une partie de la journée parce qu'on craignait la présence d'un cas de contagion parmi les membres de l'équipage. Un examen minutieux a été fait et après s'être rendu compte que leurs soupçons n'étaient pas fondés, les autorités médicales ont permis au navire de continuer sa route. Et il est entré dans le port à six heures hier soir.

LA PART DU CANADA

M. Winston Churchill déclare que les ministres canadiens l'ont assuré que le Canada ferait tout ce qui est nécessaire aux besoins immédiats de l'Empire.

LA PART DU CANADA

Londres, 22. — M. Winston Churchill, premier lord de l'Amirauté, a déclaré, hier, ses estimés navires supplémentaires, a parlé de la coopération des Dominions d'outre-mer. Il a dit que la présence du premier ministre canadien et de ses collègues avait été un encouragement. C'était comme se sentir près d'un ami fidèle au moment d'entreprendre une action importante.

LA PART DU CANADA

"Tout l'univers s'arme comme il ne l'a jamais fait", déclare le premier lord de l'Amirauté, et il ajoute que nous avons à contrebalancer la construction navale par plusieurs navires de guerre moderne. Nous avons à protéger contre le danger et la crainte les dominions et les territoires répandus sur les divers continents et à travers les océans.

LA PART DU CANADA

Nous devons bien comprendre la parole de notre héros distingué, M. R. L. Borden: "Il n'est plus temps de se préparer au jour du danger."

LA PART DU CANADA

"Les dominions désirent ardemment prendre une part plus active à la défense de l'Empire et le jour est venu où nous devons rendre ce désir effectif."

LA PART DU CANADA

La plus haute cour de l'Empire s'occupe depuis hier de la question du mariage au Conseil Privé. Les représentants du Canada.

L'ENQUÊTE SUR LES ATROCITÉS DU PÉROU

Plusieurs criminels ont été arrêtés pendant que plusieurs autres ont refusé de se soumettre à l'enquête sur les atrocités du Pérou.

DOUZE PERSONNES BLESSÉES AU BRONX

A la suite d'une collision entre une locomotive et un tramway.

L'EMPEREUR FRANÇOIS-JOSEPH

Le règne de l'empereur François-Joseph a dépassé celui de la reine Victoria, s'étant prolongé pendant 63 ans, 7 mois et 2 jours.

LA COMMISSION DES CHEMINS DE FER

Elle a siégé hier à Regina ou elle a étudié la question des taux de fret dans l'Ouest.

LA PESTE À ALGER

Le service de santé est maître de la situation.

L'AFFAIRE DE LA FARMERS' BANK

Toronto, 22. — D'après les investigations du comité chargé d'enquêter les agissements des directeurs de la Farmers' Bank, une enquête serait nécessaire au sujet des manœuvres de certains directeurs de Toronto.

RETENU À LA GROSSE-ISLE

Québec, 22. — Le "Protector" de la ligne Allan qui était à Québec à 6 heures, hier matin, a été retenu à la Grosse-Isle une partie de la journée parce qu'on craignait la présence d'un cas de contagion parmi les membres de l'équipage. Un examen minutieux a été fait et après s'être rendu compte que leurs soupçons n'étaient pas fondés, les autorités médicales ont permis au navire de continuer sa route. Et il est entré dans le port à six heures hier soir.

LA PART DU CANADA

M. Winston Churchill déclare que les ministres canadiens l'ont assuré que le Canada ferait tout ce qui est nécessaire aux besoins immédiats de l'Empire.

LA PART DU CANADA

Londres, 22. — M. Winston Churchill, premier lord de l'Amirauté, a déclaré, hier, ses estimés navires supplémentaires, a parlé de la coopération des Dominions d'outre-mer. Il a dit que la présence du premier ministre canadien et de ses collègues avait été un encouragement. C'était comme se sentir près d'un ami fidèle au moment d'entreprendre une action importante.

LA PART DU CANADA

"Tout l'univers s'arme comme il ne l'a jamais fait", déclare le premier lord de l'Amirauté, et il ajoute que nous avons à contrebalancer la construction navale par plusieurs navires de guerre moderne. Nous avons à protéger contre le danger et la crainte les dominions et les territoires répandus sur les divers continents et à travers les océans.

LA PART DU CANADA

Nous devons bien comprendre la parole de notre héros distingué, M. R. L. Borden: "Il n'est plus temps de se préparer au jour du danger."

LA PART DU CANADA

dès le début une politique tout à fait prudente et de sagesse, la direction après prélèvements des frais encaissés depuis le commencement de la saison a passé 815.000 au fonds de réserve. Ce fonds sera de mois en mois par les prochains "clean up", sur lui que sera prélevé le dividende aux actionnaires.

TEMPERATURE

Bulletin d'après le thermomètre
de Heur et Harrison, 10-12
rue Notre-Dame Est, R.
DE MESLE, Gérant.

Aujourd'hui maximum... 78
Même date l'an dernier... 79
Aujourd'hui minimum... 48
Même date l'an dernier... 60

BAROMETRE

8 h. matin... 30.13
11 h. matin... 30.10
Midi... 30.08

DEMAIN

Beau et plus chaud

(Service particulier)
Toronto, 23. — Le temps n'est pas beau à l'île du Sud et dans tous les environs. Il vente et il pleut abondamment. Dans les provinces de l'Ouest, il fait frais et le temps est incertain.

Grands Lacs et Baie Georgienne. — Vents modérés de l'est. Beau et frais. Demain, vents du sud-ouest. Nuageux.

Ottawa et Haut St-Laurent. — Vents modérés. Beau et frais aujourd'hui et demain.

Ras St-Laurent. — Vents du nord, beau et frais aujourd'hui et demain.

Golfes. — Forts vents, averses, frais et nuageux.

Provinces Maritimes. — Forts vents. Averses. Beaucoup de pluie à l'est de la Nouvelle-Écosse et à l'île du Prince-Édouard.

Supérieur. — Frais, forts vents de l'est et du sud-est. Nuageux aujourd'hui et demain.

Tout l'Ouest. — Temps variable. Frais, nuageux et averses locales avec tonnerre.

M. Lamy rend compte de sa mission

(De notre correspondant)

Paris, 11. — Au cours de la séance d'hier, présidée par M. Jules Claretie, directeur, M. Étienne Lamy a reçu les félicitations de ses confrères pour la brillante façon dont il a représenté l'Académie au Congrès de la langue française, qui vient de se réunir à Québec.

Après avoir exprimé à la Compagnie ses sincères remerciements, M. Lamy a rendu compte de sa mission. Le secrétaire perpétuel a donné lecture de la lettre par laquelle M. Pierre de Nolhac informe l'Académie qu'il retire sa candidature au fauteuil de M. Henry Houssaye.

Les seuls candidats à ce fauteuil, sont maintenant MM. Paul Adam et Adolphe Brisson, et le général Lyautey.

M. Henri Rochefort

M. Henri Rochefort, qui était allé à Aix-les-Bains prendre un peu de repos, y fait tous les jours de longues promenades; le soir, on le voit au théâtre, et il a retrouvé sa santé, qui, aujourd'hui, est excellente.

Le célèbre polémiste reprendra bientôt sa plume si mordante, pour la plus grande joie de ses nombreux lecteurs.

L'anniversaire du Cardinal Gibbons

Son Eminence a aujourd'hui 78 ans

(Service particulier)

Baltimore, 23. — Le cardinal Gibbons a 78 ans aujourd'hui. Son Eminence passe tranquillement la journée chez un de ses amis dans le comté de Carroll. C'est chez cet ami que le cardinal a toujours célébré son anniversaire excepté pendant les nombreuses années qu'il passa en Europe. Son Eminence est en excellente santé.

La santé du Mikado

(Service particulier)

Londres, 23. — L'état de Mutsuhito, l'empereur du Japon, continue à s'améliorer, dit un élogramme reçu ce matin de Tokio.

Le souverain a reposé tranquillement et, à six heures, sa température était de 98.70.

Il n'y a pas d'autres changements.

Accident de travail

Robert Bernard, un ouvrier, est tombé de bonne heure cet avant-midi, à bas d'un édifice en construction, 567 rue des Carrières, chez M. Damien Lalonde. Il s'est infligé de graves contusions. Il a été transporté à l'hôpital Notre-Dame où l'on ne croit pas sa vie en danger.

M. Perrin à Kingston

M. l'abbé Perrin, supérieur du Collège Canadien, à Rome, est rendu à Kingston pour une dizaine de jours.

Prochaine Convention

Les membres de l'Association des Assureurs du Canada tiendront leur sixième Convention annuelle à l'hôtel Windsor les 21, 22, 23 et 24 août prochain. La convention promet d'être très intéressante.

Personnel

M. A. F. Révol, directeur-gérant de la maison Perrin Frères, partira samedi prochain de New-York, par la Compagnie Transatlantique, pour un voyage d'affaires de six semaines en Europe. M. Révol se propose de visiter l'Angleterre, la France, l'Allemagne et l'Italie.

Un navire français jeté à la côte

"L'Afrique" a sombré sur un récif et toute la cargaison est perdue. — L'équipage est sain et sauf.

St-Pierre Miquelon, 23. — Des gens qui ont visité l'"Afrique", un bateau à vapeur qui s'échoua dernièrement à l'ouest des côtes de Langley, ont déclaré que le bateau était irrémédiablement perdu.

L'"Afrique" était un bateau jaugeant 500 tonnes. Il revenait de Sydney, C. B., lorsqu'il frappa un récif. Un fermier de Langley sauva les 37 hommes d'équipage et tous montèrent sur le steamer "St-Pierre". Le propriétaire de l'"Afrique", demeurant à Roulogne, le bateau était évalué à \$70,000.

Deux ordres en conflit

Deux généraux mexicains reçoivent deux ordres contraires, mais l'un décide de suivre l'autre.

(Service particulier)

Colonias, Oaxaca, Sonora, Mexique, 17. — Via Douglas Ariz, 23. — Le général Sangines a reçu du département de la guerre un ordre d'aller à retourner à Agua Prieta. D'autre part le général Huerta lui a ordonné d'avancer. Sangines a suivi ce dernier et a mobilisé une partie de ses forces de l'autre côté de Chihuahua. L'avant-garde a rejoint le général Blanco, à Ojitas, à 55 milles ouest de Casas Granda.

Deux déserteurs ont été tués et leurs corps laissés sur la route.

L'assassinat de Herman Rosenthal

New-York, 23. — Bald Jack Rose, Sam Paul, Bridgie Webber, William Shapiro et Louis Libby tous retenus par la police comme complices du meurtre de Herman Rosenthal, ont comparu devant le coroner Feinberg aujourd'hui et ont été retenus pour comparaitre à l'enquête du coroner qui aura lieu jeudi.

On dit que Bald Jack Rose a vendu ses compagnons et que le commissaire Dougherty est en possession de tous les noms des joueurs qui ont pris part au meurtre de Rosenthal. G. Dougherty a promis de faire des arrestations importantes aujourd'hui, mais ne pas parler plus longuement de la cause. On dit que Big Jack Zelig, chef de la bande, se rendra à la police aujourd'hui.

Les détectives en savent assez long pour admettre que la bande se réunit chez Webster, lundi matin, et que l'on arrêta là les détails du meurtre. Quelques-uns des joueurs qui sont maintenant sous les verrous faisaient partie de l'excursion entre autres Bald Jack Rose, Bridgie, Webber.

La station de l'Intercolonial

Québec, 23. — Le gouvernement fédéral a abandonné l'idée de percer un tunnel sous le Cap Diamant pour avoir une gare Union dans le quartier du palais et il a l'intention de construire les éleveurs de Transcontinental et le service des traversiers de trains sur le rivage, avec la station qui occupera l'emplacement du marché Champlain.

Les négociations finales pour l'achat de toutes les propriétés viennent de se terminer.

Comment on nettoiera New-York

(Service particulier)

New-York, 23. — Quinze cents "boy scouts", en uniforme, commenceront lundi, avec l'aide du département de la voirie et du service de l'hygiène, le nettoyage des rues du quartier East Side, et autres quartiers peuplés de la ville.

Cette opération sera plusieurs fois répétée pendant la période des grandes chaleurs.

Le comité des maisons de rapport en a pris l'initiative.

Les accidents de l'auto

En culbutant sans dessus dessous, une automobile tue deux personnes et en blesse trois autres.

(Service particulier)

Perry, N.Y., 23. — Deux personnes ont perdu la vie et trois autres personnes ont reçu de graves blessures dans un accident d'automobile, hier soir. M. C. W. Johnson, attorney du village, conduisant son automobile à rapide allure quand elle tourna sans dessus dessous. M. Johnson fut tué instantanément. M. Smith, gérant de la compagnie de téléphone de Perry, mourut quelques instants après l'accident.

L'aviation militaire

(Service particulier)

Berlin, 23. — Le département de la guerre vient d'acheter, après des essais concrets en vitesse et en endurance, un dirigeable rigide que l'on considère comme le plus perfectionné et le plus rapide de l'espèce.

Il a parcouru 49 milles à l'heure. Il est du type Zeppelin et s'appelle "Z 1111".

Son poste d'attaque sera la forteresse de Metz, près de la frontière française.

L'opinion d'un impérialiste sur le Canada

L'ANCIEN LORD-MAIRE DE BELFAST, IRLANDE, DÉCLARE QUE LE CANADA ÉTAIT UN PAYS RICHE, EST OBLIGÉ DE CONTRIBUER À LA DÉFENSE DE L'EMPIRE.

Sir Robert Anderson, ancien lord-maire de Belfast, Irlande, Unioniste et Impérialiste, et lady Anderson, sont venus rendre visite au maire et aux commissaires ce matin.

Sir Robert est un partisan convaincu de la participation des colonies à la défense de l'Empire.

"Le Canada, dit-il, ne peut pas se tenir en arrière des autres colonies, car c'est un pays riche."

En sa qualité d'unioniste, sir Robert prédit que le Home Rule ne sera jamais adopté par le parlement anglais.

"Le parti libéral, dit-il, perd du terrain tous les jours et aux prochaines élections, qui arriveront avant que le Home Rule soit loi, il sera battu par les Unionistes."

Un enfant de cinq ans est enlevé deux fois par son père, et la police est à la recherche de ce dernier.

(Service particulier)

New-York, 23. — Une curieuse affaire d'enlèvement occupe en ce moment les esprits.

M. Frank O'Brien qui avait épousé à Toronto, en 1905, Violet McNab, ne s'entendait pas avec elle et il y a quelques mois, ils décidèrent de se séparer. Leur enfant, âgé de cinq ans, demeurait avec la mère.

Le 10 juin, comme celle-ci se promenait avec le petit Thomas, le père survint en automobile, et, arrachant l'enfant de force, l'emporta de toute la vitesse de la machine.

Il le plaça à l'Académie Saint-Vincent, à Newark.

Sur plainte de Mme O'Brien, le tribunal décida mercredi dernier que l'enfant demeurerait dans cet établissement jusqu'à l'audience de la cause qui doit avoir lieu le 30 juillet. Il permettait toutefois aux parents de le voir à volonté. Ceux-ci profitèrent de la permission et, tous les jours, ils rendaient visite à l'enfant.

Samedi dernier, Mme O'Brien vint comme d'habitude et peu après son départ, le mari arriva.

Les sœurs lui permirent d'embrasser son fils dans l'arrière cour de l'Académie, mais aucune ne surveilla ses agissements.

On suppose qu'O'Brien aura franchi la clôture et qu'il sera monté dans une automobile qui l'attendait probablement tout proche. Quoi qu'il en soit, on ne le a plus revus.

Mme O'Brien ne sut la chose que le dimanche et déposa tout de suite une plainte en enlèvement.

La police a suivi la piste du ravisseur jusqu'à la station du "Jersey Central", où il a pris le train pour New-York.

Il est, croit-on, retourné chez lui à Napanee, Ontario.

Le feu consume les bureaux d'une compagnie à Détroit

(Service particulier)

Détroit, Michigan, 23. — Un incendie qui a éclaté ce matin, dans les bureaux de la compagnie "Père Marquette", a détruit la bâtisse et consumé le contenu de la chambre aux archives, c'est-à-dire des quantités de documents dont plusieurs avaient une grande valeur. On a pu, en les inondant, sauver la salle des messageries et des bagages, situés au rez-de-chaussée.

Le service des trains n'a pas souffert et la salle d'attente pour les voyageurs est intacte.

Réunion des Hibernians

(De notre correspondant)

Philadelphie, 23. — La question du Home Rule pour l'Irlande sera discutée d'une façon toute particulière, à la convention biennale de l'"Ancien ordre des Hibernians" qui commence aujourd'hui.

Cette assemblée réunit des délégués de vingt-trois États américains et de trois provinces du Canada.

On espère faire adopter une résolution prônant la politique du parti Irlandais au Parlement anglais.

La mort de Cléophas Germain

La continuation de l'enquête au sujet de la mort de Cléophas Germain, jeune sergent breveté à mort, entre deux wagons, dans la cour du Grand Tronc, à la Pointe Saint-Charles, a été remise à vendredi prochain par suite de l'absence d'un témoin important.

Les témoignages qui incriminaient le chef de cour ont été réduits à néant, à la séance d'aujourd'hui par la version du chef lui-même. Il a établi qu'il ne pouvait aucunement être blâmé.

Le coroner espère que l'enquête se terminera de bonne heure vendredi.

Les demandes des ingénieurs mécaniciens

LA COMMISSION D'ENQUÊTE AMÉRICAINE ÉTUDIE ACTUELLEMENT LES RECLAMATIONS DES COMPAGNIES DE CHEMINS DE FER. — LE COUT DE LA VIE.

New-York, 23. — Un des rapports soumis aujourd'hui, à la Commission des Chemins de fer, montre que si l'on accorde le prix demandé par les mécaniciens, le coût de l'exploitation des chemins de fer sera de beaucoup augmenté et que cette augmentation sera plus sur les petites compagnies que sur les grandes.

La Pennsylvania Railroad, à l'est de Pittsburgh, devra payer une augmentation de 12.42 pour cent, sur les gages actuels, tandis que la New-Jersey et le New-York Railroad auraient à payer un surplus de 40.97 pour cent, à ses mécaniciens.

Il y a en tout 115 propositions faites par les chemins de fer, et elles contiennent une telle quantité de détails au sujet des questions en litige que la commission a, dit-on, décidé de les soumettre à des experts nommés par elle avant de prendre une décision. Ces questions furent soulevées par MM. Van Hise, De Shaw et Morrissey.

La question du coût de la vie à l'est de Chicago, comparé à celui à l'ouest, a fait soulever le débat, à savoir pourquoi les mécaniciens avaient des salaires plus élevés dans l'ouest. M. Worthington répondit à cette objection qu'il avait toujours été d'usage de payer plus cher les mécaniciens dans l'ouest, parce que les compagnies de chemin de fer pouvaient y obtenir des tarifs plus hauts pour le transport des marchandises, et que le prix des éléments et des vivres y était plus élevé que dans l'est. M. Willard, de Baltimore et Ohio, déclara que si sa compagnie pouvait obtenir les tarifs du Burlington, elle augmenterait ses recettes de \$24,000,000 par an.

James McCrea, président du Pennsylvania Railroad, et Ralph Peter, du Long Island Railroad, assistaient à l'assemblée pour la première fois aujourd'hui.

Les observations des compagnies de chemins de fer continueront demain.

LA CONTROVERSE ENTRE MACHINISTES ET PATRONS

(Service particulier)

New-York, 23. — Les séances de la commission d'arbitrage continuent pour régler la controverse entre les machinistes et les compagnies de chemins de fer.

Ce matin, on a entendu de nouveau M. Worthington, président de la "Chicago & Alton Ry".

Il a complété l'exposition des tableaux de statistiques montrant que l'augmentation demandée exigerait une dépense supplémentaire de \$7,500,000 par an. Les salaires de cette classe d'employés ont été en augmentation depuis quelques années et aujourd'hui, ils sont les plus élevés dans le service des chemins de fer.

Les tables indiquent aussi que les autres employés ont obtenu des augmentations proportionnelles et sans l'opinion de M. Worthington il serait difficile de les machines de continuer l'avance qu'ils réclament, de refuser à leurs camarades la même faveur.

Le boulevard Monklands

Pour lui donner la largeur de cent pieds requise par la loi il faut exproprier une bande de terrain large de trente-six pieds.

Une nombreuse délégation de propriétaires du boulevard Monklands, qui longe la voie de la Compagnie du Parc et de l'île de la Jonction Snowdon à la rivière des Prairies, s'est présentée ce matin devant le bureau des commissaires pour obtenir que la Ville commence le plus tôt possible à mettre en bon état ce boulevard qui aura cent pieds de largeur, d'après la loi d'annexion de la Côte des Neiges.

Pour donner cette largeur au boulevard, il faut exproprier une bande de terre large de 36 pieds, jusqu'à la Côte de Liesse. Les commissaires sont prêts à recommander l'expropriation, mais à la condition que le prix soit raisonnable. Le maire est d'avis que 25 cents le pied serait un prix assez raisonnable, sans cependant promettre qu'à ce prix la Ville décidera l'expropriation.

La délégation a promis de tâcher d'amener les propriétaires à ne demander que des prix raisonnables.

Chez les Artisans Canadiens-Français

Les Artisans Canadiens-Français inaugureront leur nouvel édifice du Square Viger, le dimanche, 18 août prochain. Il y aura procession, grand-messe à l'église Saint-Jacques, et bénédiction de l'édifice, puis un banquet.

Le soir sera inauguré l'édifice. Il y aura de la musique et des discours en plein air au square Viger.

Le lendemain, 19 août, s'ouvrira la convention générale de la société.

Pour la Fête du Travail

Le Conseil Central National des Métiers et du Travail a écrit au maire de la ville, à l'effet de lui demander de se joindre à la procession du 1er mai, qui sera organisée par les commissions locales de la Fête du Travail, quand il sera possible d'obtenir l'annulation de la loi d'annexion de la Côte des Neiges.

La lettre sera soumise aux commissaires.

Samuel Gompers condamné de nouveau à la prison

(Service particulier)

Washington, 23. — John Mitchell, vice-président de la Fédération Américaine du Travail, a été condamné à neuf mois de prison, par le juge américain du district de Columbia, à la suite de la cause de la Buck Stove & Range Co.

Le défendeur s'était pourvu en appel et avait, fourni un cautionnement de \$4,000 par décision de la Cour Supérieure.

Dans la même cause, Samuel Gompers a été condamné récemment à un an de prison et Frank Morrison à six mois.

La question des tramways souterrains

LA VILLE DEMANDERA À LA COMPAGNIE DE CONSTRUIRE UNE LIGNE À QUATRE VOIES, SOUS LA RUE SAINT-JACQUES, DU CHAMP DE MARS À LA GARE DU GRAND-TRONC.

Pour diminuer l'encombrement du trafic, la Ville va demander à la compagnie des Tramways de construire un chemin électrique souterrain, à quatre voies qui passera sous la rue Saint-Jacques du Champ de Mars à la gare du Grand-Tronc.

L'échevin Emard, président de la commission spéciale des Tramways, dit qu'il mettra ce projet à l'étude, car il pense que les lignes de surface, quel qu'en soit le nombre ne remédieront à la situation que pour un temps très court.

La Ville a demandé à la législature, il y a deux ans, le droit de construire ces tramways souterrains, mais l'Assemblée de la Province a refusé. La compagnie a tant fait qu'elle a obtenu pour elle-même. Qu'elle s'en serve donc. Boston a bien fait la même chose quand il n'avait encore qu'un demi-million de population.

Les sonneurs de fausses alarmes

ILS SERONT DORENAVANT TRAITEZ AVEC LA DERNIERE SEVERITE, D'APRES UN REGLEMENT ADOPTE HIER AU CONSEIL MUNICIPAL.

Les sonneurs de fausses alarmes n'ont dorénavant qu'à se bien tenir. Le conseil municipal a adopté un règlement qui les traite avec la dernière sévérité, ce à quoi tout le monde applaudit. En voici le texte:

"Il est défendu d'ouvrir aucune des avertisseurs reliés au télégraphe d'alarmes d'incendie de la Cité, sauf en cas d'incendie, ou de sonner de fausses alarmes, sous peine, pour la première offense, d'une amende de \$100.00, et à défaut de paiement, d'un emprisonnement de six mois; pour la deuxième offense, d'une amende de \$200.00, et à défaut de paiement, d'un emprisonnement de six mois; pour la troisième offense, de deux ans de prison, sans option d'amende, le tout sans dépens."

Le service des tramways

L'ECHEVIN EMARD DONNE UN DEMENTI A M. E. A. ROBERT, PRESIDENT DE LA COMMISSION DES TRAMWAYS.

L'échevin Emard a donné, en séance du conseil municipal, un démenti, sous forme polie, à M. E. A. Robert, président de la Compagnie des Tramways, qui a déclaré dans une interview que la ville avait depuis quelques jours dans les mains le rapport des experts Janin et McDonald sur la création de quatre nouvelles lignes et la suppression de certaines arrêtés.

M. Emard a démontré que le tableau des arrêts, fait par la compagnie, étant daté du 15 juillet, c'est-à-dire du lundi de la semaine dernière, ne pouvait pas être huit jours auparavant dans les mains de la ville.

Le maire: "On ne peut s'étonner d'une semblable déclaration de la part de M. Robert."

L'échevin L. A. Lapointe dit qu'il ne voit pas pourquoi M. Robert fait tant de bruit, quand le rapport de MM. Janin et McDonald ne règle la question que pour quelques centaines de pieds en deux ou trois endroits. Ce n'est pas encore cela qui apportera une solution aux difficultés dont se plaint le public.

Police et Recorder

ATTENTAT MEURTRE

Lee Jack Wong et Lee Hong accusés de tentative de meurtre sur le corps d'un autre célèbre, Moon On, ont comparu ce matin devant le juge Lee.

Ils se sont déclarés innocents. L'enquête aura lieu le 26 juillet.

La victime, qui est encore à l'hôpital, a été frappée d'une balle au cours d'un acte de domino, dans Chinatown.

UNE BRUTE AUX TRAVAUX FORCES

Un nommé M. Nesland était accusé par sa femme de s'être enivré et de l'avoir frappée avec tant de force qu'il lui a brisé un bras. M. Dupuis l'a condamné à \$5 ou 10 jours pour ivresse et à deux mois de travaux forcés pour sa conduite de brute.

UN JUIF A L'AMENDE

Max Vineberg, un Juif en grève, se tenait constamment au coin des rues Saint-Hélène et Notre-Dame, où il traînait, chaque fois qu'il en avait l'occasion, ceux qui ne sont pas mis en grève. Averti, à maintes reprises, par le constable Martin, de s'en aller, le dernier l'arrêta enfin parce qu'il n'obéissait pas à ses ordres.

Le Recorder l'a condamné à \$30 ou à deux mois.

EN COUR DU BANC DU ROI

L'honorable juge Gervais a accordé l'adjournement d'Habes Corpus présentée par Henri Bott, détenu sur la requête de sa femme, Clara Chambers, à l'assise de Verdun. Bott était représenté par M. Mes Claxton et Shanks.

JUS SESSONS

Aux Thibault et Darris Chisholm ont subi leur procès devant le juge Bazin sur la plainte d'Anno Reuben, 348 Craig, qui s'est fait voler des montres et qui a ensuite été acquitté et Thibault trouvé coupable. Il recevra sa sentence mardi.

Le Prince de Galles Grand'croix de la Légion d'Honneur

(Service particulier)

Paris, 23. — Le président Fallières a donné ce matin un lunch en l'honneur du Prince de Galles qui va bientôt retourner en Angleterre, après un séjour de plus de trois mois chez le marquis de Bretille.

Le président de la république a présenté à l'héritier du trône d'Angleterre les insignes de Grand Croix de la Légion d'Honneur.

Les dernières nouvelles de la Capitale

QUERELLE SANGLANTE À SAINT-MALO. — LEURS ALTESSES AUX URSLINES. — LE FEU AU PONT DE QUEBEC.

(De notre correspondant)

Québec, 23. — Une bagarre sanglante s'est déroulée hier après-midi vers 5 heures à Saint-Malo, dans un champ près des limites de la cité. Deux individus faisant partie d'un groupe qui avait passé la journée à boire se sont pris de querelle et l'un d'eux, nommé Plante, fut frappé par son adversaire de plusieurs coups de couteau dans le dos. Il a été trouvé deux heures plus tard baignant dans une mare de sang.

La police fut avertie aussitôt et Plante lui donna le nom de son agresseur qui fut arrêté peu après. L'accusé est un nommé Napoléon Bezeau bien connu de la police. Alphonse Bezeau son frère a aussi été arrêté pour servir comme témoin dans cette affaire.

L'agresseur de Plante a comparu ce matin devant le magistrat pour répondre à une accusation d'ivresse et de résistance à la police.

Il a été condamné à 5 mois de prison. Il répondra plus tard de l'assaut dont il s'est rendu coupable. Plante a été transporté chez son frère et on ne croit pas que ses blessures soient mortelles.

Le duc et la duchesse de Connaught accompagnés de leur suite ont visité ce matin le monastère des Ursulines. Leurs Altesses ont été reçues à la communauté et ont visité les souvenirs historiques précieusement gardés dans ce couvent. Il n'y eut pas de réception officielle.

Le duc et la duchesse se rendront ce soir à bord du "Earl Grey" qui quittera Québec aux petites heures demain pour les provinces maritimes.

Le feu s'est déclaré hier après-midi dans le caisson en cours de construction au pont de Québec. Les fils électriques défectueux en ont été la cause. Les dommages ne sont pas considérables, le travail n'a pas été interrompu.

Guerre aux pickpockets

L'ECHEVIN GIROUX FAIT DONNER INSTRUCTION AU CHEF DE